



2160000 Commission paritaire pour les employés occupés chez les notaires

Prime unique	1
Prime annuelle	1
Prime de fin d'année.....	1
Eco-chèques	4
Assurance d'hospitalisation	4
Assurance de groupe/ pension complémentaire	5
Garde d'enfant	6
Participation aux réunions	6
Frais de transport	6

Les CCT mentionnées ci-après peuvent être consultées sur le site du SPF ETCS :

<http://www.emploi.belgique.be/searchCAO.aspx?id=4708>

Le site ne permettant pas de consulter des CCT antérieures à 1999, le texte des CCT plus anciennes est repris dans cette fiche.

Prime unique

CCT du 17 novembre 1998 (50.232)

Mesures ayant trait à l'emploi et à l'évolution des salaires pour 1997 – 1998

Les art. 1, 3 et 7.

Durée de validité: 17 novembre 1998 pour une durée indéterminée.

CCT du 25 avril 2006 (79.928)

L'évolution des salaires pour 2005 – 2006 et à d'autres dispositions

Les art. 1, 6, 7 et 10.

Durée de validité: 1^{er} janvier 2006 pour une durée indéterminée.

Prime annuelle

CCT du 27 juin 2007 (83.930)

L'évolution des salaires pour 2007 – 2008 et à d'autres dispositions

Les art. 1, 6, 7 et 8.

Durée de validité: 1^{er} janvier 2007 pour une durée indéterminée.

Prime de fin d'année

CCT du 2 février 1989 (22.088), dernièrement modifiée par la CCT du 20 octobre 1993 (35.178)

Conditions de travail et de rémunération des employés occupés chez les notaires

Les art. 1, 2, 24, 30 et 31, les art. 30 et 31 sont remplacés par la CCT 35.78 à partir du 1^{er} janvier 1993.

Durée de validité: 1^{er} janvier 1993 (modifiée par la CCT 35.178) pour une durée indéterminée.



Chapitre 1^{er}. *Dispositions générales*

A. Champ d'application

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail a pour but – en complément aux lois et aux arrêtés en vigueur – de déterminer les principes généraux et les règles essentielles qui régissent en Belgique les rapports entre le notaire et le personnel qu'il emploie.

Elle s'applique à tous les notaires et à toute personne (tant masculine que féminine) engagée dans les liens d'un contrat d'emploi au service des études notariales, des sociétés de services à caractère notarial et des organisations de et pour les notaires et leur personnel, telles que la Fédération royale des Notaires de Belgique et ses services les Chambres des notaires et les Maisons des notaires.

Dans tous les articles repris ci-après les mots « notaire », « étude notariale », « employé » et « personnel », doivent toujours être compris tel qu'il est stipulé à l'alinéa précédent.

Art.2. En complément à la présente convention collective de travail et aux autres conventions collectives de travail conclues au sein de la commission paritaire, il est possible de conclure, dans chaque arrondissement judiciaire ou par groupe d'arrondissements ou par province, une convention complémentaire relative aux conditions de travail.

Les conditions de rémunération sont exclues de ces conventions complémentaires.

Ces conventions complémentaires ne peuvent pas contenir de dispositions moins avantageuses pour le personnel que celles qui résultent de la convention collective de travail nationale.

Chapitre IX. *Prime de fin d'année*

Art.24. Une prime de fin d'année égale au salaire brut du mois de décembre de l'année civile écoulée est accordée aux employés sous contrat liés à une étude notariale pendant toute l'année civile.

En cas d'absence temporaire entraînant une perte de salaire dans le courant de l'année civile, pour des raisons autres qu'une maladie, un accident ou un accouchement, la prime de fin d'année est diminuée proportionnellement aux journées de perte salariale, sur un total de deux cents cinquante jours de travail par an.



Si l'absence pour cause de maladie ou d'accident, autre qu'un accident de travail, dépasse les six mois, la prime de fin d'année pour cette période dépassant les six mois sera toutefois diminuée au prorata des journées de perte salariale suivant cette période, sur un total de deux cents cinquante jours de travail par an.

Pour les employés qui quittent leur emploi au cours de l'année civile afin d'entrer au service d'une autre étude notariale, cette prime est liquidée à la sortie du travailleur en proportion des jours écoulés de l'année civile ; elle est calculée sur le salaire brut du mois du départ.

A la fin de l'année civile le nouvel employeur accorde une prime de fin d'année en proportion des jours de service dans le nouvel emploi, calculée sur le salaire brut du mois de décembre de l'année civile écoulée.

Aux employés qui, au cours de l'année civile, sont entrés au service d'une étude notariale, la prime de fin d'année est liquidée en proportion du nombre de jours d'occupation au cours de cette année par rapport à l'ensemble de l'année civile et calculée sur le salaire brut du mois précédant celui de l'octroi de cette prime.

Aux employés qui ont été licenciés par leur employeur ou qui quittent le service au cours de l'année, une prime de fin d'année est accordée au prorata du nombre de jours d'occupation au cours de l'année considérée, calculée sur le salaire brut du dernier mois payé.

Les employés licenciés pour un motif grave au cours de l'année, perdent toutefois leur droit à la prime de fin d'année.

Les employés qui, au cours d'une année civile, ont obtenu leur pension ou prépension et qui quittent leur emploi avant la date du paiement de la prime de fin d'année, ont droit à une prime de fin d'année calculée en proportion du nombre de jours d'occupation, sur la base de la rémunération du dernier mois d'activité.

Les paiements aux employés – contractuels ou non – à l'exception des douze mois de rémunération, du double pécule de vacances, de l'intervention dans les frais de transport et de la rémunération des prestations extraordinaires, peuvent être déduits de la prime de fin d'année.

Le paiement de la prime de fin d'année doit s'effectuer :

- Au plus tard le 20 décembre pour les employés en fonction au cours de ce mois ;
- Au plus tard le jour du départ, pour les employés qui quittent le service suivant un des cas déterminés ci-avant.



Chapitre XIII *Dispositions finales*

Art.30. La convention collective de travail du 2 février 1989, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 8 avril 1989, publié au Moniteur Belge du 12 mai 1989, modifiée par celle du 20 juin 1991, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 27 mai 1992, publié au Moniteur Belge du 23 juin 1992, et celle du 20 octobre 1993, remplace la convention collective de travail du 23 novembre 1987, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 12 avril 1988, publié au Moniteur Belge du 4 mai 1988.

Art.31. Cette convention collective de travail, modifiée comme dit ci-avant, produit ses effets au 1^{er} janvier 1993 et est conclue pour une durée indéterminée.

(Les articles 30 et 31 sont remplacés par la CCT 35.178, à partir du 1^{er} janvier 1993)

Eco-chèques

CCT du 8 décembre 2009 (97.009)

La mise en œuvre de l'accord interprofessionnel 2009 – 2010

Les art. 1 au 6 et 9.

Durée de validité: 8 décembre 2009 pour une durée indéterminée.

CCT du 13 octobre 2011 (106.638)

La mise en œuvre de certains aspects du projet d'accord interprofessionnel 2011 – 2012

Les art. 1, 4, 5 et 9.

Durée de validité: 1^{er} janvier 2012 pour une durée indéterminée.

Assurance d'hospitalisation

CCT du 13 octobre 2011 (106.640)

L'institution d'un Fonds de sécurité d'existence et la fixation de ses statuts

Tous les articles.

Durée de validité: 1^{er} janvier 2012 pour une durée indéterminée.

CCT du 13 octobre 2011 (106.642)

L'assurance « Soins de santé » et à l'assurance « Perte de revenus »

Les art. 1, 2, 3, 5, 7, 8, 11 au 15, 17, 18 et 19 + annexes 1 et 2.

Durée de validité: 1^{er} janvier 2012 pour une durée indéterminée.



Assurance de groupe/ pension complémentaire

CCT du 17 novembre 1998 (50.232)

Mesures ayant trait à l'emploi et à l'évolution des salaires pour 1997 – 1998

Les art. 1, 5 et 7.

Durée de validité: 17 novembre 1998 pour une durée indéterminée.

CCT du 15 janvier 2002 (63.325)

L'évolution des salaires pour 2001 et 2002

Les art. 1, 4 point b et 5.

Durée de validité: 1^{er} janvier 2002 pour une durée indéterminée.

CCT du 27 novembre 2003 (69.766)

L'évolution des salaires pour 2003 – 2004 et autres dispositions

Les art. 1, 4 point b, 6 et 7.

Durée de validité: 1^{er} décembre 2003 pour une durée indéterminée, l'art. 6 à partir du 1^{er} janvier 2004.

CCT du 25 avril 2006 (79.928)

L'évolution des salaires pour 2005 – 2006 et à d'autres dispositions

Les art. 1, 4, 5 et 10.

Durée de validité: 1^{er} janvier 2006 pour une durée indéterminée.

CCT du 27 juin 2007 (83.930)

L'évolution des salaires pour 2007 – 2008 et à d'autres dispositions

Les art. 1, 6, 7 et 8.

Durée de validité: 1^{er} janvier 2007 pour une durée indéterminée.

CCT du 6 mai 2010 (99.846), modifiée par les CCT du 27 octobre 2011 (106.905) et du 26 juin 2012 (110.530)

La pension complémentaire pour les employés occupés chez les notaires financée par la voie de répartition

Tous les articles + annexe 2 (règlement de pension).

Modifications de la CCT 106.905 à partir du 1^{er} janvier 2012 :

Dans l'art. 2 les mots « Fonds de financement pour l'emploi dans le notariat » sont remplacés par « Fonds de sécurité d'existence du notariat » ;

L'art. 4 est remplacé ;

Entre les art. 5 et 6 un article 5 bis et ter est inséré.

Modifications dans l'annexe 2 par la CCT 106.905 à partir du 1^{er} janvier 2012 :

Dans l'article 2 la définition d'organisateur est remplacé ;

Dans l'art. 7§6 l'avant-dernier paragraphe est remplacé ;

Dans l'art. 10§3 l'avant-dernier paragraphe est remplacé ;

L'art. 19 est remplacé.

Modification par la CCT 110.530 à partir du 1^{er} janvier 2013 :

Le pourcentage 2,15% dans l'art. 5 bis §2 est remplacé par 1,6%.

Durée de validité: 1^{er} janvier 2010 pour une durée indéterminée.



CCT du 13 octobre 2011 (106.640)

L'institution d'un Fonds de sécurité d'existence et la fixation de ses statuts

Tous les articles.

Durée de validité: 1^{er} janvier 2012 pour une durée indéterminée.

CCT du 27 octobre 2011 (106.906)

La pension complémentaire pour les employés occupés chez les notaires financée par la voie de la capitalisation

Tous les articles + annexes (3).

Durée de validité: 1^{er} janvier 2012 pour une durée indéterminée.

Garde d'enfant

CCT du 13 octobre 2011 (106.639), modifiée par la CCT du 24 juin 2014 (123.038)

Mesures en faveur des employés âgés et pour la promotion de l'emploi dans le notariat

Tous les articles, un 7^e § est ajouté à l'art. 6 à partir du 1^{er} janvier 2013 par la CCT 123.038.

Durée de validité: 1^{er} janvier 2012 pour une durée indéterminée.

Participation aux réunions

CCT du 5 décembre 2008 (90.164)

Participation aux réunions des institutions à caractère social

Les art. 1 au 4, 7, 11 et 12.

Durée de validité: 1^{er} janvier 2009 pour une durée indéterminée.

Frais de transport

CCT du 2 février 1989 (22.088), modifiée par les CCT du 20 juin 1991 (28.523) et du 20 octobre 1993 (35.178)

Conditions de travail et de rémunération des employés occupés chez les notaires

Les art. 1, 2, 25 modifié par la CCT 28.253 à partir du 1^{er} janvier 1991 et CCT 35.178 à partir du 1^{er} janvier 1993, 30 et 31, les art. 30 et 31 sont remplacés par la CCT 35.178 à partir du 1^{er} janvier 1993.

Durée de validité: 1^{er} janvier 1993 (modifiée par la CCT 35.178) pour une durée indéterminée.

Chapitre 1^{er}. *Dispositions générales*

A. Champ d'application

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail a pour but – en complément aux lois et aux arrêtés en vigueur – de déterminer les principes généraux et les règles essentielles qui régissent en Belgique les rapports entre le notaire et le personnel qu'il emploie.



Elle s'applique à tous les notaires et à toute personne (tant masculine que féminine) engagée dans les liens d'un contrat d'emploi au service des études notariales, des sociétés de services à caractère notarial et des organisations de et pour les notaires et leur personnel, telles que la Fédération royale des Notaires de Belgique et ses services les Chambres des notaires et les Maisons des notaires.

Dans tous les articles repris ci-après les mots « notaire », « étude notariale », « employé » et « personnel », doivent toujours être compris tel qu'il est stipulé à l'alinéa précédent.

Art.2. En complément à la présente convention collective de travail et aux autres conventions collectives de travail conclues au sein de la commission paritaire, il est possible de conclure, dans chaque arrondissement judiciaire ou par groupe d'arrondissements ou par province, une convention complémentaire relative aux conditions de travail.

Les conditions de rémunération sont exclues de ces conventions complémentaires.

Ces conventions complémentaires ne peuvent pas contenir de dispositions moins avantageuses pour le personnel que celles qui résultent de la convention collective de travail nationale.

Chapitre X. *Intervention dans les frais de transport*

Art.25. Les employés qui habitent à partir de cinq kilomètres de l'étude où ils travaillent, ont droit au remboursement par l'employeur des frais d'un voyage journalier aller et retour de leur domicile à leur étude, à concurrence de l'intervention mensuelle de l'employeur dans le prix d'une carte train pour la distance parcourue

(Ce paragraphe est modifié par la CCT 28.523, à partir du 1^{er} janvier 1991).

La distance parcourue est calculée par tranche de cinq km et ses multiples entre le domicile et l'endroit de l'étude, jusqu'à une distance entre les deux, de soixante km au maximum.

Le tarif applicable est celui de la limite la plus élevée de la tranche.

Les employés qui font des déplacements de service pour l'étude avec leur véhicule personnel ont droit au remboursement de leurs frais.

(Ce paragraphe est inséré par la CCT 35.178, à partir du 1^{er} janvier 1993).



Chapitre XIII *Dispositions finales*

Art.30. La convention collective de travail du 2 février 1989, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 8 avril 1989, publié au Moniteur Belge du 12 mai 1989, modifiée par celle du 20 juin 1991, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 27 mai 1992, publié au Moniteur Belge du 23 juin 1992, et celle du 20 octobre 1993, remplace la convention collective de travail du 23 novembre 1987, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 12 avril 1988, publié au Moniteur Belge du 4 mai 1988.

Art.31. Cette convention collective de travail, modifiée comme dit ci-avant, produit ses effets au 1^{er} janvier 1993 et est conclue pour une durée indéterminée.

(Les articles 30 et 31 sont remplacés par la CCT 35.178, à partir du 1^{er} janvier 1993)

CCT du 8 décembre 2009 (97.009)

La mise en œuvre de l'accord interprofessionnel 2009 – 2010

Les art. 1 au 6 et 9.

Durée de validité: 8 décembre 2009 pour une durée indéterminée.

CCT du 13 octobre 2011 (106.638)

La mise en œuvre de certains aspects du projet d'accord interprofessionnel 2011 – 2012

Les art. 1, 6, 7, 8 et 9.

Durée de validité: 1^{er} janvier 2012 pour une durée indéterminée.